

**LE FAIT DU JOUR**

Des masques gratuits pour tous ?

Ils représentent un budget considérable pour les familles. Faut-il pour autant que l'Etat prenne en charge leur coût, comme le réclament plusieurs partis politiques ? La question fait débat.

PAR ALINE GÉRARD

EN ANNONÇANT jeudi soir sur France 2 que tous les collégiens et les lycéens devraient porter le masque à partir du 1^{er} septembre et que c'était aux familles de payer, le ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, a lancé malgré lui le débat. « Comment voulez-vous prétendre que l'école est obligatoire si son accès est subordonné à l'achat d'un masque ? » s'emporte Manuel Bompard, eurodéputé de la France insoumise (LFI).

Depuis le début de l'épidémie, LFI a fait du « masque gratuit pour tout le monde » son cheval de bataille. Le mouvement de Jean-Luc Mélenchon n'est plus seul. A droite comme à gauche, face au rebond de l'épidémie, l'idée de gratuité fait son chemin. Chez LR, Eric Ciotti est « pour », quand d'autres cadres du RN ou du PS l'appellent aussi de leurs vœux.

« S'en donner les moyens »

Logique, selon Olivier Gayraud : « A partir du moment où le gouvernement a décidé de généraliser le port du masque dans tous les lieux publics clos, la question se pose effectivement. » Pour le juriste de l'association de consommateurs CLCV (Consommation, logement et cadre de vie) c'est une question de santé publique : « Si on veut que tout le monde joue le jeu, y compris les plus jeunes, alors il faut s'en donner les

moyens. » Pour ce défenseur des consommateurs, il est par ailleurs incohérent de rendre gratuit le masque en entreprise, puisque celui-ci est à la charge de l'employeur, et payant au collège et au lycée : « L'école, c'est un lieu de brassage social, elle accueille tous les milieux, aisés comme modestes. Là-dessus, le gouvernement doit revoir sa copie. Il est évident que c'est une charge de plus qui vient s'ajouter au budget des familles modestes et que cela peut engendrer des inégalités », souligne-t-il.

Même l'économiste Frédéric Bizard, étiqueté « ultralibéral » et peu partisan de la gratuité pour tous, en convient : « Sur l'école, le gouvernement a faux : les masques devraient être gratuits et l'Education nationale dotée d'un budget pour. Cela va générer un sentiment d'injustice entre élèves. Les plus défavorisés vont en pâtir », estime-t-il.

228 €, c'est ce que représente en moyenne le budget annuel « masques chirurgicaux » pour une famille de quatre personnes, avait calculé « le Parisien » - « Aujourd'hui en France ». Ce budget tombe à 96 € quand on opte pour des masques en tissu, « sauf que les gens préfèrent en grande majorité les masques chirurgicaux, c'est comme ça, remarque Olivier Gayraud. C'est moins contraignant, c'est jetable, on n'a pas à les laver. »

Des masques gratuits pour tous ? Pour le moment, le gouvernement fait la sourde



228€

C'est ce que représente en moyenne le budget annuel « masques chirurgicaux » pour une famille de quatre personnes. Cette somme passe à 96 € quand on opte pour des masques en tissu, hors frais de lavage.

dizaine de centimes. Cela inciterait à la concurrence. »

Mais pour Frédéric Bizard, il n'y a pas de miracle à attendre quant à la baisse des prix : « Pour l'instant, on n'a toujours pas retrouvé les prix d'avant-pénurie, car, pour les masques chirurgicaux, on est prisonniers des approvisionnements asiatiques. Ils représentent les trois quarts des arrivées. En France, les pouvoirs publics ont plutôt poussé à la fabrication de masques en tissu, c'est peut-être cela la solution. »

En tissu ou pas, des masques seront-ils un jour distribués en libre-service, dans les gares, aux stations de bus ou à l'entrée des magasins et des écoles, qui sait ? « Aucun pays développé ne l'a fait jusqu'à présent », remarque Frédéric Bizard. Manuel Bompard, lui, ne désespère pas. « Ce gouvernement prend ses décisions avec toujours un train de retard. Il a fallu attendre deux mois pour qu'il comprenne la nécessité de généraliser le masque. Peut-être que dans deux mois il aura compris qu'il faut la gratuité. »

« L'Etat, et le contribuable français, n'a pas vocation à payer des masques pour tout le monde, tout le temps. Ça doit rester une politique sociale », expliquait Emmanuel Macron sur TF 1, le 21 juillet.

oreille : l'envoi de 40 millions de masques lavables à 7 millions de Français en dessous du seuil de pauvreté, c'est pour l'instant ce qui est prévu.

« L'Etat, et le contribuable français, n'a pas vocation à payer des masques pour tout le monde, tout le temps. Ça doit rester une politique sociale », expliquait le 21 juillet sur TF 1 Emmanuel Macron. « Si l'on suit correctement les recommandations sanitaires, la gratuité totale coûterait une quinzaine de milliards d'euros par an au budget de l'Etat », remarque Frédéric Bizard, qui voit d'ailleurs plus d'inconvé-

nients que d'avantages à la gratuité : « Qui va se charger de la distribution ? Cela risque d'être un joli bazar. C'est vrai que les grandes surfaces prennent une marge, mais au moins distribuer, elles savent faire, c'est leur métier », argumente-t-il.

Ce professeur à Paris-Dauphine entrevoit une autre difficulté, plus comportementale : « L'expérience montre qu'à partir du moment où un bien garantissant la sécurité est gratuit, chacun a tendance à se comporter en gendarme, en taçant beaucoup plus facilement l'autre qui ne

respecte pas la bonne conduite à venir. Bonjour la crispation sociale ! »

Pas de miracle à attendre sur les prix

D'ailleurs, y aurait-il assez de masques pour tous ? « Oui, estime Olivier Gayraud, il y a à nouveau pléthore de masques achetables dans le monde. Le gouvernement ferait bien aussi de baisser le prix plafond qu'il a fixé en début de crise : 95 centimes le masque, cela se justifiait quand il y avait pénurie, plus maintenant, explique-t-il. Il faudrait réduire ce plafond autour d'une

LE JOURNAL LAURE GEORGES